



Vent  
d'ailleurs

## En Argentine, l'agroécologie porteuse d'espoir dans les bidonvilles

**Connue pour ses cultures d'OGM transgéniques aux conséquences désastreuses pour l'environnement et la santé, l'Argentine promeut en parallèle depuis plus de vingt ans une agroécologie familiale et communautaire. Une véritable politique d'agriculture urbaine qui touche plus de trois millions de personnes à travers le pays.**

Texte : Pauline Bandelier

Au-delà de ses activités sanitaires, le centre de santé de Villa La Cárcova propose aux habitants de ce bidonville des cours de jardinage agroécologique. « Gardez les coquilles d'œufs, que vous pouvez disperser sur la terre autour de vos plantes. Cela freinera l'avancée des escargots, car les coquilles les piquent. Vous apporterez en plus du calcium à la plante, grâce aux coquilles qui se dissolvent dans la terre », explique Inès Ribeiro à ses élèves. Le cours est informel, mais s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large : Pro Huerta, soit « Pro Potager », qui vise l'autonomie alimentaire en légumes et en fruits des familles du quartier. Lancé par l'Institut national de technologie agricole d'Argentine (INTA) [l'équivalent de l'INRA], au début des années 1990, Pro Huerta se met en place à partir d'un réseau de techniciens de l'INTA et en collaboration avec la population. Son objectif : assurer la sécurité alimentaire des familles les plus vulnérables, affectées par les crises récurrentes qui touchent le pays. Pro Huerta est porté dans les quartiers par des « promoteurs » bénévoles qui ont été formés par des techniciens agronomes de l'INTA s'occupant de la mise en place des cours et de la distribution des graines. Ce fonctionnement facilite l'accès au projet des quartiers les plus reculés. Installée au bord du Río Reconquista, deuxième fleuve le plus pollué d'Argentine, à une vingtaine de kilomètres de Buenos Aires, Villa La Cárcova est en effet l'un des bidonvilles les plus dangereux du pays. Il y a une vingtaine d'années, des migrants venus des provinces pauvres et des pays frontaliers comme le Paraguay et la Bolivie sont venus s'y établir, en quête d'une vie meilleure. Aujourd'hui, plus de dix mille personnes vivent à Villa La Cárcova, mais leurs conditions d'existence restent très précaires.

### Retrouver une souveraineté alimentaire

À proximité de la station de train de José León Suárez, à 1,5 kilomètre de Villa La Cárcova, le centre éducatif Saint-François-d'Assise comprend un collège, une école professionnelle, une église et un vaste potager. C'est là que le frère franciscain Sebastián Montero, également ingénieur agronome, dispense deux fois

Inès Ribeiro dans le potager du centre de santé à Villa La Cárcova.



par semaine des formations diplômantes en agroécologie à trente-cinq habitants du quartier, des plus modestes, qui vivent au sein du bidonville, jusqu'aux classes moyennes de José León Suárez. « Les élèves peuvent ensuite créer leurs propres plantations dans leurs maisons et récolter des légumes dans la serre communautaire. Quelques personnes ont même commencé à vendre des plantes, du compost, des plantations mobiles... D'autres ont trouvé du travail chez des particuliers ou dans des jardinerie », détaille Sebastián Montero, qui s'est installé il y a trois ans à José León Suárez où il coordonne le programme Pro Huerta. Marcello Santa Cruz est l'une des personnes à qui Pro Huerta a donné une nouvelle chance. Né à Villa La Cárcova, il a quitté son emploi d'ouvrier dans une entreprise de bâtiment pour se lancer en tant que jardinier indépendant chez les particuliers : « Je ne peux pas dire que je suis tiré d'affaire, mais Pro



◀ Le frère franciscain Sebastião Montero dans le potager du centre éducatif Saint-François-d'Assise.

Huerta me permet de survivre en faisant ce que j'aime », témoigne-t-il. Sylvia Stampone fait, elle, partie des promoteurs de Pro Huerta. Élève de Sebastião Montero, elle intervient également dans le centre éducatif Saint-François-d'Assise sur les questions liées au lombricompostage. Sa motivation : l'amour des plantes et l'envie de manger plus sainement. « Les légumes vendus dans le commerce contiennent beaucoup de glyphosate... Ce projet nous permet de produire nos propres aliments en retournant aux techniques anciennes... Ceux qui n'ont pas de jardin cultivent dans des bacs en carton ou sur leur balcon », explique-t-elle.

### Une spiritualité ancrée dans le rapport à la Terre Mère

Pour Sebastião Montero, qui défend une agriculture « holistique, respectant les processus naturels, recherchant la diversité biologique et tirant parti des déchets organiques », l'engagement au sein de Pro Huerta est lié à ses convictions franciscaines. « À la manière de saint François d'Assise, nous nous sentons frères de toute créature sur notre Terre Mère », confie-t-il. L'encyclique « Laudato si' », publiée en

juin 2015 par le pape François et qui prône une « écologie intégrale », l'a, dit-il, inspiré pour « œuvrer avec encore plus de force pour la protection de notre maison commune ». Un engagement qui n'a rien d'aisé, tant il va à l'encontre de l'agribusiness dominant : le soja transgénique représente 60 % des terres cultivées du pays. « Nous croyons que notre apport, aussi mince soit-il, génère des changements concrets et s'ajoute aux diverses initiatives qui rencontrent beaucoup de succès à travers l'Argentine », affirme Sebastião Montero. Initié dans les provinces de l'intérieur du pays, Pro Huerta s'est en effet intensifié avec la crise économique de 2001, aux conséquences sociales sans précédent. Selon l'INTA, l'Argentine compterait aujourd'hui entre 400 000 et 600 000 jardins potagers agroécologiques. Si les quantités produites restent marginales par rapport à l'agriculture intensive, Roberto Cittadini, chercheur et sociologue argentin qui a coordonné le projet de Pro Huerta de 2007 à 2013, estime que celui-ci représente une dynamique très importante pour l'agriculture argentine en proposant des techniques et un modèle alternatifs pour le futur : « En créant un réseau social grâce aux promoteurs, Pro Huerta facilite l'action communautaire... Il possède également une forte dimension pédagogique puisqu'il est présent dans 25 % des écoles du pays sous la forme de jardins productifs qui fournissent les cantines. » Certaines municipalités ont même décidé d'aller plus loin. C'est le cas de Rosario qui a cédé des terrains vacants aux familles souhaitant développer une production commerciale, vendue chaque jour sur les marchés locaux. La dynamique Pro Huerta s'est également répandue dans d'autres pays d'Amérique du Sud, une coopération privilégiée s'établissant notamment avec Haïti où 40 000 jardins potagers ont vu le jour, soutenus par 3 000 promoteurs. Une bonne idée à diffuser en France ? « Pourquoi pas ? », pense Roberto Cittadini, chercheur invité à Montpellier SupAgro de 2013 à 2017, à condition de s'appuyer sur ce qui existe déjà : « Il y a beaucoup d'initiatives en France, comme les jardins partagés. L'appui de l'État permettrait une diffusion plus active et pourrait soutenir le développement des jardins familiaux. » Car au-delà des nécessités alimentaires, « nous avons tous besoin de retrouver une connexion avec la terre », rappelle-t-il. ■